

F. 91 — 3767

23 OCTOBRE 1991. — Protocole portant modification du Règlement d'exécution de la loi uniforme Benelux sur les marques

Le Gouvernement du Royaume de Belgique;
Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg;
Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Soucieux de modifier l'article 19 et l'article 28, § 3 du Règlement d'exécution de la loi uniforme Benelux sur les marques, arrêté en dernier lieu par le Protocole du 31 mai 1989 et d'explicitier l'article 28, § 1^{er}, lettre *i* de ce Règlement d'exécution;

Vu l'article 2 de la Convention Benelux en matière de marques de produits;

Vu l'avis du Conseil d'Administration du Bureau Benelux des Marques;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}. 1. L'article 19 du Règlement d'exécution est complété par un quatrième paragraphe, libellé comme suit :

4. Sur requête, et moyennant paiement de la rémunération prévue à l'article 28, § 3, lettre *g*, le Bureau Benelux peut fournir une liste de marques verbales établie selon des critères de recherche déterminés par le Conseil d'Administration;

2. L'article 28, § 3 du Règlement d'exécution, dont le point à la fin de la lettre *f*, est remplacé par un point virgule, est complété par une lettre *g*, libellée comme suit :

g) liste de marques visée à l'article 19, § 4 : F 1 288,— ou f 70,— par critère de recherche augmenté de F 184,— ou f 10,— pour chaque classe de produits et services en sus de la troisième classe de la classification internationale dans laquelle les produits et services sont rangés.

Art. 2. L'article 28, § 1^{er}, lettre *i* doit se lire comme suit :
enregistrement d'un changement de mandataire, y compris son inscription après d'enregistrement du dépôt, d'un changement de nom ou d'adresse du titulaire, du licencié, ou d'un changement de l'adresse postale : F 424,— ou f 23,— si l'enregistrement concerne plusieurs marques : F 212,— ou f 11,50 pour chaque marque suivante;

Art. 3. Le présent protocole entre en vigueur le 1^{er} novembre 1991.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Bruxelles, le 23 octobre 1991, en trois exemplaires, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

M. EYSKENS

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

G. DE MUYSER

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

H.J.M. VAN NISPEN TOT SEVENAER

**MINISTRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 91 — 3768

8 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 septembre 1983 fixant les conditions particulières imposées à l'admission à la circulation aérienne de certains aéronefs ultralégers motorisés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944 et approuvée par la loi du 30 avril 1947;

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment les articles 2 et 5;

N. 91 — 3767

23 OKTOBER 1991. — Protocol houdende wijziging van het Uitvoeringsreglement van de eenvormige Beneluxwet op de merken

De Regering van het Koninkrijk België;
De Regering van het Groothertogdom Luxemburg;
De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,

Verlangende artikel 19 en artikel 28, derde lid van het Uitvoeringsreglement van de eenvormige Beneluxwet op de merken, zoals laatstelijk vastgesteld bij Protocol van 31 mei 1989, te wijzigen en artikel 28, eerste lid, onder *i* van dit Uitvoeringsreglement te verduidelijken;

Gelet op artikel 2 van het Benelux-Verdrag inzake de warenmerken;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van het Benelux-Merkenbureau;

Zijn de volgende bepalingen overeengekomen :

Artikel 1. 1. Artikel 19 van het Uitvoeringsreglement wordt aangevuld met een vierde lid;

4. Op verzoek en tegen betaling van de vergoeding bedoeld in artikel 28, derde lid, onder *g*, kan het Bureau een lijst van woordmerken verstrekken volgens onderzoekscriteria vastgesteld door de Raad van Bestuur.

2. Artikel 28, derde lid van het Uitvoeringsreglement wordt, onder vervanging van het punt aan het slot van onderdeel *f*, door een punt komma, aangevuld met een onderdeel *g*, luidende :

g) lijst van merken bedoeld in artikel 19, vierde lid : f 70,— of F 1 288,— per onderzoekscriterium, verhoogd met f 10,— of F 184,— voor iedere klasse van waren en diensten boven de derde klasse van de internationale classificatie, waarin de waren en diensten worden gerangschikt.

Art. 2. Artikel 28, eerste lid, onder *i* wordt als volgt verduidelijkt :
de inschrijving van een wijziging van gemachtigde waaronder begrepen zijn aanwijzing na inschrijving van het depot, van naam- of adreswijziging van de houder, de licentiehouder of van een verandering van het correspondentieadres : f 23,— of F 424,— indien de inschrijving wordt verzocht voor verscheidene merken : f 11,50,— of F 212,— voor elk volgend merk.

Art. 3. Dit Protocol treedt in werking met ingang van 1 november 1991.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, op 23 oktober 1991, in drievoud, in de Nederlandse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

Voor de Regering van het Koninkrijk België :

M. EYSKENS

Voor de Regering van het Groothertogdom Luxemburg :

G. DE MUYSER

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden :

H.J.M. VAN NISPEN TOT SEVENAER

**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 91 — 3768

8 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 21 september 1983 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van sommige ultralichte motorluchtvaartuigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, ondertekend te Chicago op 7 december 1944 en goedgekeurd bij de wet van 30 april 1947;

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling van de luchtvaart, inzonderheid op de artikelen 2 en 5;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, modifié par les arrêtés royaux des 18 mai 1962, 30 avril 1964, 12 mars 1965, 20 août 1968, 31 août 1970, 15 avril 1971, 14 mai 1973, 12 juin 1974, 3 mai 1976, 15 février 1978, 31 août 1979, 19 novembre 1986 et 18 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 21 septembre 1983 fixant les conditions particulières imposées à l'admission à la circulation aérienne de certains aéronefs ultra-légers motorisés;

Vu l'arrêté royal du 13 février 1989 fixant les règles de l'air;

Considérant que les Exécutifs ont été associés à l'élaboration du présent arrêté;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 21 septembre 1983 fixant les conditions particulières imposées à l'admission à la circulation aérienne de certains aéronefs ultra-légers motorisés est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, est considéré comme aéronef ultra-léger motorisé, l'avion de type monoplace ou biplace dont le surface portante est d'au moins 10 mètres carrés sans que la charge alaire à la masse maximale ne soit supérieure à 25 daN au mètre carré, et dont la masse maximale autorisée au décollage et la puissance motrice ne peuvent excéder respectivement 250 kg et 30 kW pour le type monoplace et 390 kg et 48 kW pour le type biplace. »

Art. 2. A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1. le premier tiret est remplacé par la disposition suivante :

« 1° soit d'un document contenant les informations figurant à l'annexe I au présent arrêté, et dûment complété par le constructeur, accompagné du manuel d'entretien et de montage ainsi que du dossier technique de justification, ce dossier devant répondre aux normes approuvées par le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique; »

2. le second tiret est remplacé par la disposition suivante :

« 2° soit d'un certificat de conformité délivré par le constructeur si l'appareil appartient à un type qui a déjà reçu une autorisation restreinte de circulation aérienne ou un laissez-passer de navigation délivré sur base de l'article 27, § 1er, de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne. »

Art. 3. A l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le deuxième alinéa, le chiffre « 5 » est remplacé par le chiffre « 6 »;

2° dans le troisième alinéa, les chiffres « 92 » et « 98 » sont remplacés respectivement par les chiffres « 88 » et « 92 ».

Art. 4. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. L'aéronef ultra-léger motorisé ne peut être utilisé que s'il se trouve dans un état d'entretien tel que ses caractéristiques de base sont maintenues et s'il présente toutes les garanties d'un fonctionnement sûr.

A cet effet, il doit être établi pour chaque aéronef ultra-léger motorisé un livret où devront être mentionnés les incidents techniques et les travaux de maintenance, notamment les réparations, le remplacement de pièces, toute dépose et repose de moteur.

Tous les travaux et inspections doivent être exécutés conformément au manuel d'entretien et de montage visé à l'article 6. »

Art. 5. A l'article 12 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1. l'alinéa 1 est complété comme suit :

« 3° en cas de défaut d'entretien :

4° si l'aéronef ultra-léger motorisé comporte un vice présentant un danger pour la sécurité aérienne. »

2. il est ajouté un alinéa 3 rédigé comme suit :

« L'autorisation restreinte de circulation aérienne est refusée si les caractéristiques techniques de l'aéronef ultra-léger motorisé ne présentent pas toutes les garanties pour la sécurité de la navigation aérienne. »

Art. 6. A l'article 23 du même arrêté, les mots « 14 mai 1973 » sont remplacés par les mots « 13 février 1989 ».

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 mei 1962, 30 april 1964, 12 maart 1965, 20 augustus 1968, 31 augustus 1970, 15 april 1971, 14 mei 1973, 12 juni 1974, 3 mei 1976, 15 februari 1978, 31 augustus 1979, 19 november 1986 en 18 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 september 1983 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van sommige ultralichte motorluchtvaartuigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 februari 1989 tot vaststelling van de vliegverkeersregelen;

Overwegende dat de Executieven betrokken zijn bij het ontwerpen van dit besluit;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 september 1983 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van sommige ultralichte motorluchtvaartuigen wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt beschouwd als ultralicht motorluchtvaartuig, het vliegtuig van het type eenzitter of tweezitter waarvan het dragend oppervlak ten minste 10 vierkante meter is zonder dat de vleugelbelasting bij een hoogst toegelaten massa de 25 daN per vierkante meter overschrijdt, en waarvan de hoogst toegelaten opstijgingsmassa en de motorkracht respectievelijk 250 kg en 30 kW voor het type eenzitter en 390 kg en 48 kW voor het type tweezitter, niet overschrijdt. »

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1. het eerste streepje wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° hetzij van een document waarin de in bijlage I bij dit besluit vermelde inlichtingen zijn opgenomen en dat naar behoren is aangevuld door de bouwer, samen met het onderhouds- en montagehandboek alsook met het technisch stavingsdossier, dat moet voldoen aan de normen die zijn goedgekeurd door de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart; »

2. het tweede streepje wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° hetzij van een gelijkvormigheidsattest uitgereikt door de bouwer indien het toestel behoort tot een type dat reeds een beperkte toelating tot het luchtverkeer heeft gekregen of van een luchtvaartpas uitgereikt met toepassing van artikel 27, § 1, van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart. »

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid wordt het cijfer « 5 » vervangen door het cijfer « 6 »;

2° in het derde lid worden de cijfers « 92 » en « 98 » respectievelijk vervangen door de cijfers « 88 » en « 92 ».

Art. 4. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 11. Het ultralicht motorluchtvaartuig mag enkel gebruikt worden als het zich in zulke staat van onderhoud bevindt dat zijn basiskarakteristieken behouden blijven en het alle waarborgen vertoont voor een veilig gebruik.

Te dien einde moet er voor elk ultralicht motorluchtvaartuig een boekje bijgehouden worden waarin alle technische incidenten en onderhoudswerken, inzonderheid de herstellingen, het vervangen van de onderdelen en elk uitnemen en terugplaatsen van de motor, moeten worden vermeld.

Alle werken en controles moeten uitgevoerd worden volgens het onderhouds- en montageboek waarvan sprake in artikel 6. »

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« 3° in geval van gebrek aan onderhoud;

4° indien het ultralicht motorluchtvaartuig een gebrek vertoont waardoor de luchtvaartveiligheid in gevaar wordt gebracht. »

2. een derde lid wordt toegevoegd luidend als volgt :

« De beperkte toelating tot het luchtverkeer wordt geweigerd indien de technische karakteristieken van het ultralicht motorluchtvaartuig niet alle waarborgen bieden voor de luchtvaartveiligheid. »

Art. 6. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden « 14 mei 1973 » vervangen door de woorden « 13 februari 1989 ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications,
J.-L. DEHAENE

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen,
J.-L. DEHAENE

F. 91 — 3769

22 NOVEMBRE 1991. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 6 mai 1991 contenant les conditions dans lesquelles les compagnies aériennes prennent elles-mêmes, pour les vols de passagers, des mesures de sûreté qui ne sont pas imposées par les autorités aéronautiques belges

Le Ministre des Communications,

Vu la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944 et approuvée par la loi du 30 avril 1947, notamment l'annexe 17;

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1954, réglementant la navigation aérienne, notamment les articles 43, § 2, alinéa 2, et 51, § 2, modifiés par l'arrêté royal du 6 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant réglementation de la sûreté de l'aviation civile, notamment les articles 6, 17, 18, 19, 53 et 54;

Vu l'arrêté ministériel du 6 mai 1991 contenant les conditions dans lesquelles les compagnies aériennes prennent elles-mêmes, pour les vols de passagers, des mesures de sûreté qui ne sont pas imposées par les autorités aéronautiques belges;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les conditions dans lesquelles les compagnies aériennes prennent elles-mêmes des mesures de sûreté, qui ne sont pas imposées par les autorités belges, doivent être adaptées aux nécessités opérationnelles,

Arrête :

Article 1er. L'article 3, 7^o, de l'arrêté ministériel du 6 mai 1991 contenant les conditions dans lesquelles les compagnies aériennes prennent elles-mêmes, pour les vols de passagers, des mesures de sûreté qui ne sont pas imposées par les autorités aéronautiques belges, est abrogé.

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. Les tâches de sûreté visées à l'article 3 ne peuvent être effectuées que par les membres du personnel en service appartenant aux compagnies aériennes ou aux entreprises de gardiennage engagées par les compagnies aériennes. Les entreprises de gardiennage doivent avoir obtenu une autorisation du Ministre de l'Intérieur.

Tous les membres du personnel doivent travailler sous l'autorité, la direction et la surveillance de la compagnie aérienne concernée. Ils exercent leurs activités sous la responsabilité de ladite compagnie aérienne.

Les membres du personnel des entreprises de gardiennage doivent porter soit l'uniforme de la compagnie aérienne pour laquelle ils travaillent, soit un vêtement neutre, composé d'un veston bleu et d'un pantalon ou une jupe grise, et ceci sans signe distinctif de la compagnie de gardiennage. »

N. 91 — 3769

22 NOVEMBER 1991. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 mei 1991 houdende regeling van de wijze waarop en de voorwaarden waaronder luchtvaartmaatschappijen ter beveiliging van passagiersvluchten, zelf maatregelen nemen die niet door de Belgische luchtvaartoverheden werden opgelegd

De Minister van Verkeerswezen,

Gelet op het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, ondertekend te Chicago op 7 december 1944 en goedgekeurd door de wet van 30 april 1947, inzonderheid op bijlage 17;

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, inzonderheid op de artikelen 43, § 2, 2e lid, en 51, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1991 houdende regeling van de beveiliging van de burgerluchtvaart, inzonderheid op de artikelen 6, 17, 18, 19, 53 en 54;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 mei 1991 houdende regeling van de wijze waarop en de voorwaarden waaronder luchtvaartmaatschappijen ter beveiliging van passagiersvluchten, zelf maatregelen nemen die niet door de Belgische luchtvaartoverheden werden opgelegd;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voorwaarden waaronder luchtvaartmaatschappijen zelf beveiligingsmaatregelen nemen die niet door de Belgische overheid worden opgelegd, onmiddellijk dienen aangepast te worden aan de operationele vereisten terzake,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3, 7^o, van het ministerieel besluit van 6 mei 1991 houdende regeling van de wijze waarop en de voorwaarden waaronder luchtvaartmaatschappijen ter beveiliging van passagiersvluchten, zelf maatregelen nemen die niet door de Belgische luchtvaartoverheden werden opgelegd, wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 5. De beveiligingstaken bedoeld onder artikel 3 mogen slechts uitgevoerd worden door eigen personeelsleden of door personeelsleden van de bewakingsondernemingen in dienst van de luchtvaartmaatschappijen. De bewakingsondernemingen dienen een vergunning verkregen te hebben van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Alle personeelsleden dienen te werken onder het gezag, de leiding en het toezicht van de betrokken luchtvaartmaatschappij. Zij oefenen hun activiteiten uit onder de verantwoordelijkheid van deze luchtvaartmaatschappij.

De personeelsleden van de bewakingsondernemingen dienen ofwel het uniform te dragen van de luchtvaartmaatschappij waarvoor zij werken, ofwel een neutrale kledij, bestaande uit een blauwe vest en een grijze broek of rok, dit zonder erkenningsteken van de bewakingsonderneming. »